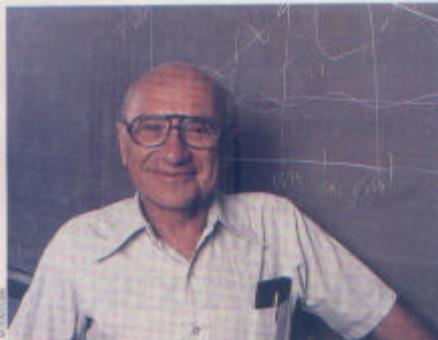


Selon l'économiste Milton Friedman, l'union monétaire ne pourrait tenir que dans le cadre d'une nation européenne > propos recueillis par Robert Lozada

L'EXPRESS (PARIS) 26/10/95

# Européens, vous vous trompez

Par ses analyses, le prix Nobel d'économie Milton Friedman, 83 ans, est l'un des hommes qui auront contribué à débarrasser la planète du fléau qu'était l'inflation à deux chiffres. L'économiste anglo-saxon le plus influent depuis Keynes donne aujourd'hui dans L'Express son sentiment sur les défis que doit relever l'économie mondiale.



**L'EXPRESS** : Peut-on espérer plus de stabilité entre le dollar, le yen et le mark grâce à la concertation entre les sept pays les plus riches du monde ?

**MILTON FRIEDMAN** : Le principal résultat des réunions ministérielles et des interventions des banques centrales sur les marchés des changes est toujours contraire aux objectifs de départ : ce sont en réalité des facteurs d'instabilité et de gaspillage. Le dollar est à l'évidence considérablement sous-évalué par rapport au yen et au deutsche Mark,

mais il finira par se redresser. Au taux de change actuel, le produit national du Japon converti en dollars donne un revenu par tête supérieur du quart ou de moitié à celui des Américains. Personne ne peut y croire !

En attendant, le Japon, l'Allemagne et d'autres pays ont la maladresse de contribuer à la persistance du déficit commercial américain en accumulant des masses de dollars, dont la dépréciation retombe sur leurs contribuables. Le tiers des entrées de capitaux aux Etats-Unis ces dernières années provient des banques centrales étrangères, qui s'efforcent, en vain, d'interrompre la baisse du dollar. Ces interventions coûtent cher et représentent une considérable erreur, comme le montre la crise nipponne actuelle. La banque centrale du Japon, qui a acheté des dizaines de milliards de dollars, en a perdu au moins 5 tout en provoquant une énorme augmentation de la liquidité au Japon. Conséquence : l'apparition d'une énorme spéculation financière et immobilière, qui naturellement s'est mal terminée.

La France, en inscrivant comme article premier de sa politique économique le maintien d'un taux de change fixe entre le franc et le deutsche Mark, commet une erreur comparable, aux conséquences aussi désastreuses. Il n'y a aucune raison pour qu'il y ait 11 ou 12 % de chômeurs dans l'Hexagone, sinon une politique monétaire suicidaire combinée à

un excès de dépenses publiques et à un trop-plein de réglementations.

**Mais les objectifs de la France ne sont-ils pas au moins autant politiques qu'économiques ?**

J'en ai bien conscience, mais il est dommage pour le bien-être des Français que le référendum sur la monnaie unique, en septembre 1992, ait donné 51-49 % plutôt que 49-51 %. Je ne crois pas que la France profonde souhaite réellement une union politique avec l'Allemagne. Les hommes politiques français, à l'image de leurs homologues étrangers, sont à la recherche d'échappatoires pour reporter sur d'autres - Bruxelles ou l'Allemagne - la responsabilité des décisions difficiles qu'ils n'ont pas le courage de prendre eux-mêmes.

En vérité, je ne crois pas à la possibilité d'une monnaie unique en Europe dans un avenir prévisible. Certes, il serait très souhaitable pour les Européens de posséder une monnaie commune comme les Américains. Mais, pour y parvenir, il faut une zone géographique où les biens et les personnes se déplacent assez librement et où existe une homogénéité d'intérêts suffisamment étroite pour que des évolutions divergentes entre régions différentes n'entraînent pas des tensions politiques insupportables.

Actuellement, aux Etats-Unis, les difficultés économiques sont bien plus sensibles en Nouvelle-Angleterre que dans le reste du pays. Si cet Etat était indépendant, il serait très tenté de recourir à la dévaluation. Mais un tel scénario est exclu parce que nous constituons une seule nation, avec une langue commune, une seule structure politique et l'acceptation implicite et générale qu'à tel ou tel moment une région peut connaître plus de problèmes que les autres. Il y a quelques années, c'était le Sud. Croyez-vous que les pays européens soient prêts à accepter de telles divergences sans rompre le contrat d'union ? Pour ma part, je doute fort que ces conditions psychologiques, pourtant indispensables au succès durable d'une monnaie unique, existent en Europe.

Pour obtenir une situation comparable en Europe, il faudrait supprimer la Banque de France, la Banque d'Italie, la Bundesbank, la Banque d'Angleterre, etc. Et mettre à leur place une seule banque centrale pour l'Europe.

**C'est ce que prévoit le traité de Maastricht.**

Bien sûr. Mais entre le prévoir et réussir à l'établir, il existe une énorme différence. Après tout, le traité de Rome, signé en 1957, envisageait l'élimination de toutes les barrières douanières entre les pays du Marché commun. Près de quarante ans plus tard, il en subsiste encore. D'ailleurs, la banque centrale européenne serait dirigée par un comité composé de représentants des différents pays membres. Là encore, je doute de la capacité d'une institution ainsi constituée de résister aux tensions politiques comme a pu le faire un organisme authentiquement national telle la banque centrale des Etats-Unis.

**Le Fonds monétaire international, qui tenait dernièrement sa cinquantième assemblée générale annuelle, doit-il être renfloué ?**

Si le FMI était une institution privée, il aurait depuis longtemps fait faillite. Créé pour régenter un système de changes fixes, il a perdu sa justification à l'avènement des changes flottants, en 1971-1973.

Cependant, suivant le principe inéluctable de la bureaucratie, non seulement il n'a pas disparu, mais il s'est développé.

**Ne joue-t-il pas un rôle utile en tant que prêteur en dernier ressort pour le tiers-monde, comme dans le cas du Mexique au début de cette année ?**

Si le Mexique n'avait pas reçu l'aide financière des Etats-Unis et du FMI, il aurait dû faire exactement la même chose, c'est-à-dire revenir à une politique monétaire raisonnable, à cette différence près qu'il l'aurait fait plus rapidement et donc plus efficacement.

**Mais cette intervention du FMI n'a-t-elle pas évité une crise de confiance générale à l'égard du tiers-monde ?**

Le Mexique est un petit pays et les retombées internationales de la crise qu'il connaît ne peuvent être que limitées. L'Argentine, qui a été affectée par la crise mexicaine, ne l'aurait pas été davantage sans l'opération de sauvetage du Trésor américain et du FMI. Très vite, les investisseurs internationaux auraient jugé l'Argentine à l'aune de ses propres performances et non pas à celles du Mexique.



« Le FMI est, à mes yeux, une institution néfaste qui donne de mauvais conseils. »

Le FMI est une institution, à mes yeux, néfaste. Même dans le seul rôle qui lui reste aujourd'hui, celui de tuteur de la politique économique des pays sous-développés, il donne plus de mauvais conseils que de bons. Il pousse à l'augmentation des impôts parce qu'il est obsédé par l'équilibre budgétaire, au lieu de se préoccuper en priorité de la croissance. Il contribue à cette idée dangereusement répandue que la réduction du déficit budgétaire constitue la priorité, alors que le problème central réside dans la maîtrise des dépenses publiques.

De plus, le FMI est constamment en train de soutirer des capitaux aux pays industrialisés, soit sous forme d'augmentation de capital, soit, comme actuellement, sous forme d'accroissement de facilités d'emprunt - ressources qui trouveraient une meilleure utilisation sur les marchés.

**Tournons-nous vers les Etats-Unis. Quel jugement portez-vous sur la politique américaine ?**

D'abord, l'inflation ne sera pas un problème dans les années à venir. Si les explications des dirigeants de la Réserve fédérale, la banque centrale américaine, sont très mauvaises, les résultats de leur action sont en revanche satisfaisants. Sous le ■■■

... règne d'Alan Greenspan, la croissance de la masse monétaire a été modérée et ses fluctuations limitées.

**Pratiquement aucun commentateur ne mentionne plus la masse monétaire. Pourquoi toute l'attention est-elle centrée sur les décisions concernant les taux d'intérêt à court terme ?**

C'est vrai, la quantité de monnaie ne constitue pas une information suffisamment spectaculaire pour l'opinion. Elle est trop technique et trop complexe, avec ses variétés de M 1, M 2, M 3 et autres. Au contraire, le taux d'intérêt se présente sous la forme d'un simple chiffre, aisément compréhensible. Il est beaucoup plus facile pour un commentateur d'écrire un papier apparemment clair et intéressant sur l'évolution du taux d'intérêt que sur la masse monétaire. C'est pourquoi, lorsque je regarde à la télévision les dépositions d'Alan Greenspan devant les commissions du Congrès, je crois mieux comprendre les raisons qui le conduisent à dire ce qu'il dit, même si ses commentaires ne me satisfont pas du tout d'un point de vue technique.



« Bob Dole, c'est, si vous voulez, l'équivalent américain de Jacques Chirac. »

**Sur un plan plus général, comment jugez-vous l'évolution économique américaine ?**

Elle serait excellente si seulement la majorité républicaine au Congrès mettait en œuvre les réformes promises aux électeurs. Des budgets entiers devraient être éliminés, mais pour l'instant ils ne le sont pas. De plus, le transfert aux Etats des programmes sociaux, tout en maintenant un financement fédéral, est une erreur. Il ne faut pas à la fois décentraliser le pouvoir et conserver la centralisation du financement. Les hésitations des républicains risquent de leur coûter cher lors de la prochaine élection présidentielle, en novembre 1996. Je pensais que Bill Clinton n'avait aucune chance d'être réélu, je n'en suis plus si sûr.

Pour empêcher cette réélection, il faudrait d'abord que les républicains baissent les impôts, ainsi qu'ils s'y étaient engagés ; il faudrait ensuite qu'ils trouvent dans leurs rangs un candidat charismatique, comme l'était Ronald Reagan. Aucun des candidats actuels ne présente cette qualité. Le sénateur Bob Dole, qui part favori pour être l'élu de la convention républicaine, a l'image d'un politicien trop chevronné. C'est, si vous voulez, l'équivalent

américain de Jacques Chirac. Lui aussi court après la présidence depuis vingt ans. Il ne peut guère la conquérir que par défaut.

Surtout, pour un libéral comme moi, Dole manque de conviction. C'est un champion dans l'art d'inventer des compromis laborieux au Sénat. Qualité indispensable en démocratie, mais pas très exaltante pour la croisade antiétatique que les républicains prétendent mener. En plus, le milliardaire texan Ross Perot le menace d'une candidature triangulaire, comme en 1992. Avec 19 % des voix, il avait assuré l'élection de Bill Clinton. Cette fois-ci, il cherche même à créer un tiers parti.

Pat Buchanan, un journaliste qui fut candidat contre George Bush en 1992, est le plus conservateur, et c'est un tribun efficace, mais aussi un protectionniste déclaré, l'équivalent américain de James Goldsmith. Dans nos démocraties, les qualités pour être élu sont presque à l'inverse de celles qui sont nécessaires pour bien gouverner !

**Il faut ajouter le général Colin Powell.**

Oh ! il cherche surtout à vendre son livre *Un enfant du Bronx*, et je ne crois pas qu'en définitive il sera candidat. D'ailleurs, serait-il candidat que les républicains ne le désigneraient probablement pas comme leur champion. Powell n'est pas l'équivalent de ce qu'était Eisenhower en 1952. Il n'acceptera pas non plus d'être le porte-drapeau de Ross Perot. A mon avis, la meilleure chance des républicains résiderait dans la candidature du leader de la Chambre des représentants, Newt Gingrich.

**N'avez-vous pas écrit un jour que la démocratie tend à détruire l'économie de marché ?**

C'est vrai. Heureusement, il existe une parade efficace contre les progrès du socialisme : la révolte fiscale que la montée des changes finit par engendrer. C'est pourquoi il est si important pour les républicains de réduire les impôts. Au demeurant, les relations entre la démocratie et l'économie de marché sont complexes. A l'origine, la démocratie favorise le marché, mais, à la longue, des tensions apparaissent. Voyez l'Allemagne, la liberté économique y a fortement reculé depuis vingt ou trente ans, sous la pression des intérêts catégoriels.

**A propos de révolte fiscale, on parle beaucoup aux Etats-Unis de la suppression de l'impôt progressif sur le revenu et de son remplacement par un impôt proportionnel au taux de 17 ou 19 %, avec élimination des multiples déductions actuelles (intérêts des prêts immobiliers, impôts locaux...). Qu'en pensez-vous ?**

C'est une idée excellente, qui aurait un effet très positif sur l'économie américaine. Malheureusement, on ne trouvera pas une majorité au Congrès pour la voter, même en supposant le maintien, qui me paraît probable, d'une majorité républicaine après l'élection de 1996.

L'impôt sur le revenu aux Etats-Unis est non seulement un moyen de fournir des ressources au gouvernement, mais il constitue également une monnaie d'échange entre les parlementaires et les groupes de pression qui financent des campagnes électorales très onéreuses en échange de privilèges fiscaux. Il est donc nécessaire d'avoir un système fiscal complexe, et modifié en permanence, pour que les membres du Congrès ne perdent pas leur monnaie d'échange. Ainsi vivent les démocraties. ■